



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

Accord Canada – Union européenne (AÉCG)

Un cheval de Troie à l'Assemblée nationale: pour un débat public, maintenant!

Québec, 8 décembre 2011 – À l'occasion du témoignage de Pierre Marc Johnson, négociateur en chef pour le Québec de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG), le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et ses partenaires ont livré aujourd'hui, à l'Assemblée nationale, un cheval de Troie haut de cinq mètres, afin d'exiger que le gouvernement Charest révèle ce que cache l'accord et mette en place dans les meilleurs délais les mécanismes pour qu'un large débat public ait lieu au Québec.

L'AÉCG est l'accord le plus ambitieux et préoccupant jamais négocié par le Canada. Discuté dans un secret presque complet, ses visées vont plus loin que l'ALÉNA. Pour la première fois, des domaines importants de compétences provinciale et municipale seraient livrés à la logique du « libre marché » et inféodés au pouvoir des investisseurs privés.

Selon les porte-parole des diverses organisations sociales québécoises, c'est carrément le modèle de développement du Québec qui est menacé, notamment parce que l'AÉCG ouvre la porte à:

- la privatisation des services publics;
- la privatisation de la gestion de l'eau;
- la préséance de l'investissement privé et des droits des multinationales sur les lois locales, ce qui leur permettrait de poursuivre un gouvernement pour toute politique, environnementale ou de développement local, qui pourrait restreindre leurs profits;
- l'augmentation du coût des médicaments en retardant l'accès de la population à des médicaments génériques;
- la mainmise du privé sur nos ressources naturelles, pour satisfaire les projets mégalomanes de Jean Charest dans le Nord québécois;
- la privatisation de certaines branches d'activités d'Hydro-Québec.

L'objectif premier de l'AÉCG n'est pas la création d'emplois, ni réellement le plus grand accès au marché européen. L'AÉCG vise essentiellement à attirer les capitaux étrangers ici, chez nous, et à donner le libre accès à nos ressources aux puissantes multinationales européennes. « Mais à quel prix ? Et au nom de qui ? », s'interrogent d'une seule voix les porte-parole **Pierre-Yves Serinet** (RQIC), **Dominique Bernier** (ATQ), **Catherine Caron** (Attac-Qc), **Louis Roy** (CSN), **Régine Laurent** (FIQ), **Denis Bolduc** (SCFP-Québec/FTQ), **Lucie Martineau** (SFPQ) et **Patrick Albert** (SPGQ).

La population a le droit de savoir les tenants et aboutissants de l'AÉCG. Le fait que Pierre Marc Johnson n'a offert que deux maigres témoignages depuis le début des négociations en 2009 est un véritable déni de démocratie, et cela ne peut plus durer. La population québécoise est d'ailleurs invitée à exiger un débat public en signant la pétition en ligne sur le site de l'Assemblée nationale à <http://tinyurl.com/petitionaecg>

- 30 -

Renseignements :

Pierre-Yves Serinet, Réseau québécois sur l'intégration continentale – RQIC, 514 276-1075

Sébastien Goulet (SCFP-QC), cell. 438 882-3756

Internet: www.rqic.alternatives.ca